

Présentation du « Grand récit de la guerre interne au Pérou »
Version résumée du Rapport final de la Commission de la vérité et la
réconciliation, 2003

Maison de l'Amérique latine, Paris le 8 octobre 2015

Mariella Villasante Cervello
Chercheuse associée à l'Instituto de democracia y derechos humanos de la
Pontificia Universidad Católica del Perú (IDEHPUCP)

Le livre le **Grand récit de la guerre interne au Pérou**, est la traduction française de la Version résumée du Rapport final de la Commission de la vérité et la réconciliation [CVR], publié en 2004 sous le titre « **Hatun Willakuy** », expression quechua qui veut dire le « grand récit » [« *gran relato* »]. Ce titre est un tribut aux principales victimes de la période de violence politique vécue au Pérou, et dont les voix ont permis de reconstruire cette histoire. Il s'agit en fait d'un grand récit : l'histoire d'une tragédie largement ignorée dans ses aspects les plus terribles et, en même temps, une illustration paradigmatique de la résistance de la dignité humaine au Pérou.

La Commission de la vérité et la réconciliation (CVR)

La *Commission de la vérité et la réconciliation* (CVR) fut établie par le gouvernement de transition de Valentín Paniagua en juin 2001 avec le mandat, issu du Parlement, de contribuer à l'éclaircissement des violences politiques entre 1980 et 2000.

Elle était présidée par le Dr Lerner, et composée de douze personnalités issues de la société civile, de la classe politique, des forces armées et des milieux religieux¹.

La CVR du Pérou a mené des enquêtes pendant deux ans (2001-2003) sur les crimes commis durant les vingt années d'horreur et de déshonneur pour la nation péruvienne, entre 1980 et 2000. Le pays a eu en effet la chance historique d'avoir pu constituer cette instance autonome d'investigation et d'évaluation au lendemain de la chute du régime du président Alberto Fujimori, et dans une phase d'affaiblissement des forces armées. Mais on doit noter qu'au pays on ne se rend pas vraiment compte, encore aujourd'hui, de ce fait extraordinaire dans le contexte politique international en général et latino-américain en particulier.

La CVR a reconstruit, suivant les témoignages des victimes, la complexe et terrible histoire de la violence ; les crimes commis et les responsables ; la profonde et persistante douleur des survivants ; les motivations, les idéologies et les stratégies des acteurs armés ; ainsi que les manquements, les excès et les omissions de la société péruvienne qui rendirent possible la tragédie.

Pendant son mandat, la CVR pu recueillir, dans des audiences privées et publiques, et en suivant le modèle pionnier de la Commission de la vérité de l'Afrique du Sud (1995), près de 17 000 témoignages de personnes ayant souffert, ou ayant été témoins de violations des droits humains et de crimes contre l'humanité commis

¹ Il s'agit des personnes suivantes :

par les organisations subversives, par les milices civiles, et par les forces de l'ordre de l'État péruvien.

Le Rapport Final de la CVR

Le *Rapport final* se présente comme une leçon d'histoire que les Péruviens doivent recueillir, pour que, sur ce socle de vérité, la nation puisse commencer à construire le chemin d'une grande réconciliation, avec justice et conviction démocratique. Il fut présenté au président Alejandro Toledo par le Dr Salomón Lerner, ancien président de cette commission, le 31 août 2003.

Le *Rapport final* de la CVR est composé de 9 volumes et de 12 Annexes, réunissant environ 5 000 pages, et a été publié, sous forme de CD-Rom et sur le site web de l'IDEHPUCP. L'ensemble des données recueillies a été déposé au *Centro de información para la memoria colectiva y los derechos humanos de la Defensoría del Pueblo de Lima* (documents écrits, enregistrements). Une Banque d'images a été également réalisée et une partie se trouve exposée au Musée de la nation.

Le Grand Récit

Le *Grand Récit* est la version abrégée des résultats de cette vaste enquête, multidisciplinaire, dont le but était de rétablir la vérité des faits de violence, indispensable pour promouvoir la justice et la démocratie au Pérou.

Dans ce livre, les conduites sont analysées, les responsabilités sont signalées. Mais en même temps, il offre aux Péruviens une explication globale de la tragédie et propose les voies pour la réconciliation au pays.

Quelques chiffres présentées dans *Le Grand Récit* peuvent donner une idée globale de l'ampleur de la guerre interne :

Chronologie générale :

- La guerre interne s'est déployée dans le cadre d'un système d'apparence démocratique (1980-1985 Belaunde, 1985-1990 García, 1990-2000 Fujimori). Cependant, le pays a connu une phase autoritaire entre 1992 et 2000.
- Deux pics de violence : 1984 (20% des victimes, Ayacucho) et 1989-1992 (Junín)
- Entre 1980-1989 : l'épicentre de la guerre se trouve dans la région d'Ayacucho et dans la sierra sud, et après 1989 l'épicentre se déplace à la forêt de Junín
- Décembre 1982-novembre 2000 : les forces armées gèrent le conflit
- En 1983 : la résistance civile commença, les *Rondas* reçoivent des armes dès 1985, et en 1991 les Comités d'auto-défense sont officialisés.
- 1997-2000 : retour de la société civile sur la scène politique
- Novembre 2000 : Fujimori se réfugie au Japon, le Parlement le démet de ses fonctions. Le député Valentín Painagua assume la présidence et installe un gouvernement de transition. En décembre, le Parlement crée la CVR.
- Les élections sont organisées le 8 avril 2001, Alejandro Toledo fut élu.

Quelques chiffres

- Le nombre de morts est estimé à 69 280 personnes

- Le Parti communiste du Pérou-Sentier Lumineux déclenche la guerre contre l'État et la société en mai 1980, et il est responsable de 54% des morts, les forces armées de 30% (dont 6% la Police), les milices civiles (15%) et le MRTA (1%)
- 75% des victimes était originaire des régions rurales d'Ayacucho, Apurímac, Huancavelica et Junín
- 15 000 personnes sont disparues
- un million de personnes a été déplacée au cours de la guerre
- la CVR a identifié près de 4 000 fosses communes, et depuis 2003 le Ministère public a identifié plus de 6 400 fosses communes, mais seulement 2 500 ont été fouillés
- Aucun Registre de personnes disparues et des Fosses communes n'a été réalisé jusqu'à présent.
- Le Conseil des réparations civiles a été institué en 2006 mais il avance lentement ; la plupart des recommandations de la CVR n'a pas été suivie par les gouvernements de Toledo (2001), de García (2006) et de Humala (2011).
- Les principaux responsables des crimes contre l'humanité (Guzmán, Fujimori, Polay Campos, Hermoza Ríos) ont été présentés devant la justice et purgent des lourdes peines de prison.

La traduction du *Hatun Willakuy*

Le travail de traduction et d'édition du texte *Hatun Willakuy* a été réalisé en tentant de respecter au mieux le contenu et la forme de l'édition originale en castillan, publiée à Lima en février 2004. Le texte a été entièrement relu et corrigé par Christophe de Beauvais, mon époux ; puis par Dominique Fournier (Maison des sciences de l'homme), et enfin par Joëlle Chassin, co-responsable de la Collection Documents et recherches aux Amériques de L'Harmattan ; qui a accepté de publier le manuscrit.

Le travail de traduction, bénévole, a commencé à Santiago du Chili (2008) et a été continué à São Paulo (2011), à Tarare (France, 2014), et a été achevé à Rabat (2015).

Sur le plan de la forme, la subdivision en chapitre, sous-chapitres, ainsi que les paragraphes sont restés les mêmes que dans le texte original. Pour ce qui est du contenu, nous nous sommes efforcés de rendre le sens et la sémantique générale du texte en l'adaptant au discours français.

Les parties concernant les discours d'Abimael Guzmán ont été les plus difficiles à traduire compte tenu du **style étrange adopté** par le chef historique du mouvement terroriste le plus létale de l'Amérique latine. Les sections consacrées au compte-rendu des cas de violence extrême et de la grande cruauté déployée par les acteurs du conflit ont été également très difficiles à rendre en français.

Dans cette édition française nous avons inclus 66 photos qui illustrent de manière remarquable, mais sans doute brutale, cette période de violence. Elles ont été choisies à partir de l'exposition photographique « Yuyanapaq. Para recordar » [Pour se souvenir, environ 1 700 photos], présentée d'abord le 9 août 2003 à la Casa Riva Agüero de la Pontificia Universidad Católica del Perú (Chorrillos, Lima), puis installée au Musée de la Nation en 2006.

Nous remercions chaleureusement les photographes qui ont accepté de céder gracieusement certains de leurs travaux pour cette édition : Alejandro Balaguer, Ernesto Jiménez, Mónica Newton et Nelly Plaza.

Ce long travail n'aurait pas été possible sans le soutien permanent de Salomón Lerner Febres, de Félix Reátegui (Directeur de recherche à l'IDEHPUCP), et d'Orieta Pérez Barreto (Secrétaire de direction à l'IDEHPUCP).

*

Table de matières synthétique

Note sur la traduction, par Mariella Villasante et Christophe de Beauvais
Préface à l'édition originale, par Salomón Lerner Febres
Préface à la seconde édition, par Salomón Lerner Febres
Préface de Beatriz Merino Lucero, *Defensora del Pueblo*

PREMIÈRE PARTIE

La tragédie et ses responsables

Chapitre 1
Les faits : l'importance et l'extension du conflit (125 p)
Chapitre 2
Les organisations subversives
Chapitre 3
Gouvernements civils durant la première décennie de violence
Chapitre 4
Les forces de sécurité de l'État péruvien
Chapitre 5
Les gouvernements d'Alberto Fujimori

DEUXIÈME PARTIE

Le conflit armé et la marche vers la paix

Chapitre 6
Les facteurs à l'origine conflit armé
Chapitre 7
Les séquelles du conflit
Chapitre 8
Vers la réconciliation. Propositions de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Les dimensions du conflit
Les responsabilités du conflit
 Sur le Parti communiste du Pérou, Sentier Lumineux (PCP-SL)
 Sur le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA)
 La responsabilité des gouvernements et des pouvoirs de l'État
 Les actions des Forces de Police
 Les actions des Forces armées
 Les actions des Comités de défense
Le processus politique et les gouvernements élus
 Indifférence et dureté
 Le gouvernement d'Action Populaire (Fernando Belaunde)
 Le gouvernement du Parti *apriste* péruvien (Alan García)
 Les gouvernements d'Alberto Fujimori
 Les partis de la gauche
 Le pouvoir législatif
 Le pouvoir judiciaire
Le rôle des organisations sociales
 Sur les syndicats
 Sur le système éducatif et l'éducation nationale
 Sur le rôle des églises
 Sur les organisations de défense des droits humains
 Sur les mass média
Sur les séquelles du conflit armé interne
Sur la nécessité de réparer
Sur le processus de réconciliation nationale

Bibliographie

Remerciements et Annexe

Pour conclure cette brève présentation j'aimerais citer le passage final de la préface au *Hatun Willakuy* écrite par le Dr Lerner :

« Dans ce Rapport final, nous évoquons la honte et le déshonneur. Cependant, des actes de courage et des gestes de générosité parlent aussi par eux-mêmes, signes d'une dignité intacte, ils nous montrent que l'être humain reste essentiellement magnanime. On retrouve là ceux qui ne renoncèrent pas à leur responsabilité et à la confiance de leurs voisins ; ceux qui s'opposèrent au lâche abandon pour défendre leurs familles, transformant en armes leurs outils de travail ; ceux qui mirent leur chance de côté pour aider ceux qui souffraient injustement en prison ; ceux qui furent déracinés mais qui continuèrent à défendre la vie. Ils sont tous là : au centre de nos mémoires.

Ce grand récit, *hatun willakuy* [en quechua], constitue un hommage à tous ceux et à toutes celles qui eurent ces gestes de dignité. Il représente également le mandat des absents et des oubliés, à toute la Nation. L'histoire racontée ici parle de nous, de ce que nous fûmes et de ce que nous devons cesser d'être. Cette histoire parle de nos tâches. Cette histoire commence aujourd'hui. »

Salomón Lerner Febres

Président de la Commission de la vérité et de la réconciliation
[Discours présenté devant le Parlement du Pérou, à Lima, le 28 août 2003]

*

Table de matières

Liste des tableaux, des graphiques, des cartes et des photos
Note sur la traduction, par Mariella Villasante et Christophe de Beauvais
 Préface à l'édition originale, par Salomón Lerner Febres
 Préface à la seconde édition, par Salomón Lerner Febres
 Préface de Beatriz Merino Lucero, *Defensora del Pueblo*

PREMIÈRE PARTIE

La tragédie et ses responsables

Chapitre 1

Les faits : l'importance et l'extension du conflit

- « Peuples étrangers à l'intérieur du Pérou »
- La dimension juridique des événements
 - La détermination des faits
 - Droits fondamentaux des personnes
 - Invalidité de l'amnistie et autres obstacles de procédure
 - La qualification de certains crimes et violations de droits de l'homme comme systématiques ou généralisées
 - L'attribution des responsabilités individuelles
- L'importance et la complexité des crimes et des violations des droits humains
 - Crimes et violations dérivés de la stratégie du PCP-SL
 - Crimes et violations dérivés de la stratégie du MRTA
 - Crimes et violations dérivés des stratégies des agents de l'État
 - Profil des victimes
- Les périodes du conflit armé
 - Première période : le début de la violence armée, de mai 1980 à décembre 1982
 - Deuxième période : la militarisation du conflit, de janvier 1983 à juin 1986
 - Le déploiement national de la violence, de juin 1986 à mars 1989
 - Crise extrême, offensive antisubversive et contre-offensive de l'État, de mars 1989 à septembre 1992
 - Déclin des actions terroristes, autoritarisme et corruption politique, de septembre 1992 à novembre 2000
- Le conflit suivant les régions péruviennes
 - Ouverture des espaces et germes du conflit dans les régions avant 1980
 - La région nord orientale : intégration, route, colonisation et trafic de drogue
 - Les Ashaninka et les colons andins de la *selva* centrale
 - La modernisation andine : les villes, les universités, le marché et les mines
 - Lima métropolitaine : urbanisation, industrialisation et marginalité
 - Conflits sociaux postérieurs à la Réforme foncière de 1979
 - L'extrême pauvreté rurale : privatisation du pouvoir et conflits au sein des communautés paysannes
 - Le déploiement de la violence politique dans les régions

Chapitre 2

Les organisations subversives

- Le Parti communiste du Pérou, Sentier Lumineux (PCP-SL)
- Les origines

- Le PCP-SL dans les années 1970
- La grande rupture : reconstitution et lutte armée
- Le développement de la « guerre populaire » du PCP-SL
- Les cas de Chungui et de Oreja de Perro*
- L'avancée surprise des années 1980-1982
- Le début du conflit armé à Chungui et à Santa Carmen de Rumichaca*
- Le « nouveau pouvoir » du PCP-SL dans les campagnes et l'arrivée des Forces armées, 1982
- Le PCP-SL entre 1983 et 1985
- Le grand bond
- Retour sur les cas de Chungui et de Oreja de Perro*
- Le cas des Ashaninka de la selva centrale : faits de guerre dans les fleuves Ene et Tambo*
- L'expansion du conflit : 1986-1989, 1989-1992
- Le PCP-SL après la chute de Guzmán en 1992
- Le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA)
 - Antécédents
 - Préparation et début des actions armées, 1982-1986
 - Unité avec le MIR, développement des actions militaires et du travail politique, 1986-1988
 - Recomposition de la direction, endurcissement et rupture, 1989-1992
 - Épilogue
 - La pratique des séquestrations au sein du MRTA*

Chapitre 3

Gouvernements civils durant la première décennie de violence

- Le gouvernement de Fernando Belaunde et de son parti Action Populaire (AC)
 - Le contexte du début du conflit armé interne
 - Premières réponses à la subversion
 - La militarisation du conflit
 - Le Ministère de l'intérieur
 - La responsabilité du gouvernement
 - L'affaiblissement de l'État de droit
- Le gouvernement de Alan García et de son parti *apriste* péruvien (PAP)
 - L'opposition du parti *apriste* au gouvernement d'Action populaire
 - Les premières années du gouvernement *apriste*
 - Le PAP face au déploiement national du conflit
 - La PAP face à la crise

Chapitre 4

Les forces de sécurité de l'État péruvien

- Les forces de police
 - Du désarroi au lent apprentissage
 - La Police durant la phase de militarisation du conflit
 - Exécutions sommaires à Socos, 1983*
 - La création de la Direction des opérations spéciales (DOES) et le renforcement de la DINCOTE
 - Les succès du GEIN et le contrôle politique et militaire
 - Violations des droits humains
- Les forces armées
 - Un conflit armé non assumé et une stratégie militaire inadéquate
 - Les commandements politico-militaires : modalités systématiques et généralisées des violations des droits humains

Disparitions, tortures et exécutions sommaires à la Base militaire de Los Cabitos, Ayacucho, 1983-1985
Tentative de contrôle civil et généralisation du conflit armé interne
La stratégie antisubversive intégrale et la nouvelle incursion des Forces armées sur la scène politique
La disparition des étudiants de l'Université nationale du Centre, 1990-1992
Les influences internationales dans la stratégie antisubversive
La Plan politico-militaire du coup d'État et l'ascension d'Alberto Fujimori
Le rôle des Forces armées depuis le coup d'État de 1992 jusqu'au départ de Fujimori

Chapitre 5

Les gouvernements d'Alberto Fujimori

Les Forces armées et le gouvernement de Fujimori, 1990
Les premiers décisions : mise en place d'un régime à double visage
La stratégie antisubversive et l'impunité des militaires
Vers le coup d'État : les Décrets législatifs de novembre 1991
Le coup d'État du 5 avril 1992 : mesures et implications
Gouverner par décret
Violations des droits humains après le coup d'État d'avril 1992
L'impunité des Forces armées
Conséquences sur le cadre légal postérieur au coup État
Antisubversion sans subversion

DEUXIÈME PARTIE

Le conflit armé et la marche vers la paix

Chapitre 6

Les facteurs à l'origine conflit armé

La décision du PCP-SL de commencer le conflit armé
Les facteurs explicatifs
Les facteurs historiques
Les facteurs institutionnels
Les facteurs conjoncturels
Sur la durée du conflit et le renforcement du PCP-SL
L'agrément et la neutralité des paysans et l'expansion du PCP-SL
Les sources de l'attraction subversive : mécontentement, régionalisme et ressentiment des groupes marginaux
L'abdication de l'autorité civile et la fragilité de la communauté nationale
A propos de la cruauté du conflit
La volonté de tuer
La violence généralisée des forces armées et du PCP-SL
Sur la mise en déroute des groupes subversifs

Chapitre 7

Les séquelles du conflit

Les séquelles psychosociales
Peur et méfiance
Perte de protection familiale
Perte de référent communautaire
Séquelles individuelles de souffrance
Atteintes au nom et au corps
La violence sexuelle
La torture
Dépouillement de la condition humaine

- La supplique, le désespoir, la soumission
- La vie quotidienne dans les prisons
- Reproduction de la violence
- Les séquelles sociopolitiques
 - Destruction et affaiblissement de l'organisation communautaire
 - Dégradation du système de représentation politique et de l'ordre hiérarchique
- Les séquelles socio-économiques
 - Conséquences du conflit armé sur le capital humain et social
 - Diminution de la capacité de production familiale
 - Déplacement de la force de travail
 - Destruction des biens, perte des revenus agricoles et appauvrissement
 - Détérioration des institutions économiques locales

Chapitre 8

Vers la réconciliation. Propositions de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation

- Réformes institutionnelles
 - Recommandations pour renforcer la présence de l'autorité étatique
 - Recommandations pour renforcer la vie démocratique
 - Recommandations pour la réforme du système d'administration judiciaire
 - Recommandations pour la réforme de l'éducation en promouvant les valeurs démocratiques
- Plan intégral des réparations
 - Réparations symboliques
 - Réparations en matière de santé
 - Réparations en matière d'éducation
 - Réparations des droits citoyens
 - Programme de réparations économiques
 - Programme de réparations collectives
 - Institution nationale de coordination et de surveillance
- Plan national d'investigations en anthropologie médico-légale
 - Directives générales
 - Aspects normatifs, légaux et techniques
- Exécution du Plan national d'investigations en anthropologie médico-légale
- Mécanismes de suivie des recommandations de la CVR
- Appendice : Le Conseil national de réconciliation, Projet de Loi, 2003

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

- Les dimensions du conflit
- Les responsabilités du conflit
 - Sur le Parti communiste du Pérou, Sentier Lumineux (PCP-SL)
 - Sur le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA)
 - La responsabilité des gouvernements et des pouvoirs de l'État
 - Les actions des Forces de Police
 - Les actions des Forces armées
 - Les actions des Comités de défense
- Le processus politique et les gouvernements élus
 - Indifférence et dureté
 - Le gouvernement d'Action Populaire (Fernando Belaunde)
 - Le gouvernement du Parti *apriste* péruvien (Alan García)
 - Les gouvernements d'Alberto Fujimori
 - Les partis de la gauche
 - Le pouvoir législatif
 - Le pouvoir judiciaire
- Le rôle des organisations sociales
 - Sur les syndicats
 - Sur le système éducatif et l'éducation nationale
 - Sur le rôle des églises

Sur les organisations de défense des droits humains
Sur les mass média
Sur les séquelles du conflit armé interne
Sur la nécessité de réparer
Sur le processus de réconciliation nationale

Bibliographie

Remerciements

Annexe

- Document I : Décret suprême n° 065-2001-PCM, Création de la COMMISSION DE LA VÉRITÉ, le 4 juin 2001
- Document II : Résolution suprême n 330-2001-PCM, Désignation des membres de la COMMISSION DE LA VÉRITÉ, le 7 juillet 2001
- Document III : Décret suprême n° 101-2001-PCM, Modification de la dénomination : COMMISSION DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION, le 4 septembre 2001
- Document IV : Résolution suprême n° 438-2001-PCM, Désignation des membres de la COMMISSION DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION

*